

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2682

26 octobre 2013

SOMMAIRE

AEB HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial	128722	Killy Investments S.A.	128703
AFRIVEST S.A., société de gestion de patrimoine familial	128722	Kiminvest S.A.	128735
Agave Luxco S.à r.l.	128700	LANGER A.G., société de gestion de patrimoine familial	128720
Arran Investment S.à r.l.	128706	Lux-Work Service S.A.	128714
Association d'aide à la scolarisation des enfants à besoins spécifiques	128691	Pecora Private S.A. SPF	128721
Business Impact Group	128696	PI-TE S.A.	128703
Consepio S.A. SPF	128721	Porte Neuve 18 S.à r.l.	128704
Durness Private S.A. SPF	128721	Pradel S.A.	128696
FINIMPEX S.A., société de gestion de patrimoine familial	128723	Praedium Holdings S.à r.l.	128704
GBL Energy S.à r.l.	128736	Queensberry S.A.	128705
Ginkongs Investments S.A.	128714	Quotapart SPF S.A.	128705
Hemera Consult S.à r.l.	128715	Rebelo's 75	128705
Henxel International S.A.	128716	Relooking International S.à r.l.	128690
Henxel International S.A.	128716	Robin Leudelage Sàrl	128690
Hog Farm S.à r.l.	128715	SA Aequadis	128691
Hog Farm S.à r.l.	128715	Sammy Jewels S.à r.l.	128691
I.B.M.S. - International Business and Management Services S.A.	128716	Sclarea Four S.A. SPF	128691
IHS EMEA Holding S.à r.l.	128717	Star Investments Holding S.A.	128700
IHS Luxembourg S.à r.l.	128718	Surf & Turf S.à r.l.	128690
Immopar	128717	Trinderley Investments S.A.	128718
Irik Investment S.à r.l.	128717	UBP	128720
Iris Real Estate S.A.	128728	UMP	128719
IT Advanced Consulting Holding S.A. ...	128736	Valdor&K Lux S.A.	128719
Ivages S.A., SPF	128724	Varesco S.A.	128714
Ivano S.à r.l.	128718	VF Investments S.à r.l.	128722
Jean Claude DECAUX Luxembourg S.A.	128728	VIVA TRANSPORT HOLDING (Luxembourg) S.A.	128719
Jukast S.à r.l.	128729	Werkfin S.A.	128723
Keyle Investments S.A.	128703	Wine 1 s.à r.l.	128723
		WWTE Travel S.à r.l.	128723
		Xanatum Finance S.A.	128720

Robin Leudelange Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 5, Zone d'Activités Am Bann.

R.C.S. Luxembourg B 103.969.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130273/10.

(130158291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Surf & Turf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 154.171.

Les comptes annuels au 31 janvier 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130291/10.

(130158200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Relooking International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1180 Luxembourg, 25, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 178.791.

RECTIFICATIF

Le soussigné Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans l'acte de constitution reçu par son ministère pour compte de la société à responsabilité limitée "Relooking International S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1180 Luxembourg, 25, Val Saint André, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 178791, en date du 5 juillet 2013, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 9 juillet 2013, relation: LAC/2013/31733, déposé en date du 23 juillet 2013 au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence L130125025, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

il y a lieu de procéder à la rectification suivante suite à des erreurs matérielles:

IL Y LIEU DE LIRE: l'adresse du siège social de la société comme suit:

1. Le siège social de la société à responsabilité limitée «Relooking International S.à r.l.» est établi à 25, Val Saint André, L-1180 Luxembourg.

AU LIEU DE:

1. Le siège social de la société à responsabilité limitée «Relooking International S.à r.l.» est établi à 27, Val Saint André, L-1180 Luxembourg.

IL Y LIEU DE LIRE: l'adresse de l'associée et gérante unique de la société comme suit:

Madame Chantal Régine GUTWIRTH, gérant de société, née le 10 mars 1948 à Neuilly-Sur-Seine (France), demeurant au 25, Val Saint André, L-1128 Luxembourg.

AU LIEU DE:

Madame Chantal Régine GUTWIRTH, gérant de société, née le 10 mars 1948 à Neuilly-Sur-Seine (France), demeurant au 27, Val Saint André, L-1180 Luxembourg.

Le notaire soussigné requiert la mention de cette rectification partout où cela s'avère nécessaire.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 13 août 2013. Relation: LAC/2013/37811. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Carole FRISING.

Luxembourg, le 13 août 2013.

Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013130271/34.

(130158244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

SA Aequadis, Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 18, route de Bigonville.
R.C.S. Luxembourg B 107.000.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013130292/10.

(130158538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Sammy Jewels S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 41.636.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 septembre 2013.

GERARD Rachel.

Référence de publication: 2013130294/10.

(130158602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Sclarea Four S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 162.152.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Référence de publication: 2013130295/10.

(130158111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

ASEBS, Association d'aide à la scolarisation des enfants à besoins spécifiques, Association sans but lucratif.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg F 9.679.

STATUTS

Chapitre 1^{er} . - Constitution

Entre les soussignés:

1. Joëlle Waltz, épouse Marsot, sans activité, 15 rue de Rodemack, L-5878 Hesperange
2. Hervé Marsot, employé privé, 15 rue de Rodemack, L-5878 Hesperange
3. Rafaëlle Weiss, profession libérale, 47 rue Pierre Hentgès, L- 1726 Luxembourg
4. Arnaud Ranzenberger, profession libérale, 47 rue Pierre Hentgès, L- 1726 Luxembourg
5. Frédérique Michot épouse Jeanjean, sans activité, 7 rue Heldenstein, L-1723 Luxembourg
6. Marc Jeanjean, employé privé, 7 rue Heldenstein, L-1723 Luxembourg
7. Giuliana Andreini-Piccinelli, employée privée, 16 boulevard Kaltreis, L-1881 Luxembourg
8. Onelio Piccinelli, employé privé, 16 boulevard Kaltreis, L-1881 Luxembourg
9. Béangère Poirier épouse Lambion, employée privée, 54 rue de Gasperich, L-1617 Luxembourg
10. Michel Lambion, employé privé, 54 rue de Gasperich, L-1617 Luxembourg

et toutes autres personnes adhérant aux présents statuts, il est constitué une association sans but lucratif régie par les présents statuts et la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif telle que modifiée par la loi du 22 février 1984 et la loi du 4 mars 1994.

Chapitre 2. - Dénomination

L'association prend la dénomination suivante: association d'aide à la scolarisation des enfants à besoins spécifiques (ASEBS), association sans but lucratif.

Chapitre 3. - Objet

Art. 1^{er}. Cette association a pour objet de soutenir et d'aider les enfants à besoins éducatifs spécifiques, scolarisés à l'école française et/ou au lycée Vauban de Luxembourg, en vue d'une inclusion scolaire équitable et efficace.

Conformément aux textes européens, on entend par "besoins spécifiques", des besoins d'aménagements individualisés, justifiés par des troubles, durables ou définitifs, d'ordre physique, psychologique, cognitif et/ou affectant la santé, et qui perturbent l'accès aux apprentissages.

Aux fins de l'accomplissement de cet objectif, l'association aura notamment pour objet:

- d'établir et d'entretenir des contacts étroits entre les parents d'enfants à besoins spécifiques.
- de prodiguer information, écoute, assistance et conseil aux parents dans le cadre de la prise en charge scolaire et thérapeutique de leur(s) enfant(s)
- d'aider et de conseiller le personnel scolaire en charge de ces enfants (corps enseignant, personnel administratif des établissements...)
- d'accompagner, d'assister et de soutenir les parents dans leurs interactions avec le personnel scolaire et dans le suivi pédagogique de ces enfants
- d'assurer, de promouvoir et de favoriser la création, la gestion et la mise à disposition, par tous moyens, d'outils, et/ou méthodes d'apprentissage adaptés, d'objectifs pédagogiques différenciés, de matériels et/ou d'infrastructures adaptés à la scolarisation de ces enfants
- d'oeuvrer avec les autorités nationales compétentes et tout autre organisme national ou international ayant vocation à s'occuper et/ou s'intéresser à l'inclusion scolaire de ces enfants
- d'aider et de conseiller les parents d'enfants à besoins spécifiques en cas de discrimination dans le milieu scolaire
- de procéder à l'organisation de conférences, séminaires et/ou formations utiles à l'accomplissement de l'objet social
- de procéder à l'engagement de personnel (formateurs, auxiliaires de vie scolaire, thérapeutes, etc..) nécessaire à l'accomplissement de sa finalité sociale,
- de procéder à toute publication, édition et/ou diffusion de publications utiles à l'accomplissement de l'objet social,
- de favoriser les échanges avec les autres associations poursuivant les mêmes buts et/ou des buts similaires,
- de percevoir des dons, legs et subventions lesquels seront utilisés dans le strict respect de l'objet social décrit au présent article,

l'association peut en outre exercer toutes activités et accomplir tous actes ou opérations susceptibles de favoriser, de promouvoir ou de faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 2. L'association se donne pour objectif d'ouvrir le cadre de son action aux familles dont les enfants à besoins spécifiques sont scolarisés dans d'autres établissements scolaires privés du Luxembourg, au plus tôt dans 12 mois à compter de la date de sa création.

Art. 3. L'association peut s'affilier à tous les groupements analogues nationaux ou internationaux susceptibles de lui prêter un concours utile.

Chapitre 4. - Siège social

Art. 1^{er}. Le siège social de l'association est fixé à L-2132 Luxembourg, 24 avenue Marie-Thérèse.

Art. 2. Le siège social pourra être transféré à toute époque par simple décision du conseil d'administration mais dans la même ville. Le transfert dans une autre ville ne peut être décidé que par l'assemblée générale.

Chapitre 5. - Durée

L'association est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre 6. - Membres, Admissions, Démissions et Exclusions

Art. 1^{er}. Le nombre des associés ne pourra être inférieur à trois.

Art. 2. L'association est composée de membres actifs et de membres honoraires.

- Peuvent être admis comme membres actifs, les personnes qui signent une déclaration d'adhésion aux présents statuts et acquittent la cotisation annuelle. Ils sont admis aux assemblées générales avec voix délibérative.

- Peuvent être admis comme membres honoraires, les personnes, physiques ou morales, qui, sans participer directement aux activités de l'association, veulent soutenir moralement, matériellement, ou scientifiquement l'association dans la réalisation de sa finalité sociale. Ce titre confère à ceux qui l'ont obtenu le droit d'assister, sans droit de vote, à l'Assemblée Générale sans avoir à acquitter une cotisation.

Art. 3. L'admission et la radiation des membres est prononcée par le Conseil d'Administration à la majorité simple des voix.

Les membres honoraires sont admis dans l'association sur simple cooptation d'un membre actif.

Art. 4. Perdent la qualité de membre:

- les personnes qui ont donné leur démission par lettre adressée aux administrateurs,
- les personnes exclues pour motif grave, notamment des actes ou paroles portant atteinte à l'honorabilité de l'association et aux buts qu'elle s'est fixée,
- Le non-paiement de la cotisation,
- Les personnes décédées.

La démission et l'exclusion des membres sont réglées par l'article 12 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif telle que modifiée.

Chapitre 7. - Cotisations

Art. 1^{er}. L'assemblée générale a la faculté de fixer tous les ans les montants des cotisations; en outre, l'assemblée générale pourra, sur proposition du conseil d'administration, appeler des cotisations exceptionnelles pour faire face à des dépenses spécifiques.

Art. 2. Le montant des cotisations pour l'année sociale en cours est fixé à 50 EUR (cinquante euros), par membre.

Chapitre 8. - Administration

Les organes de l'association sont le conseil d'administration et l'assemblée générale.

Conseil d'administration

Art. 1^{er}. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 5 membres au moins et de 10 membres au plus.

Le conseil d'administration examine les candidatures au poste d'administrateur en fonction:

- de l'intérêt personnel manifesté par le candidat à la vie de l'association
- de la contribution que le candidat est en mesure d'apporter au développement de l'association et de ses objectifs

Les membres du conseil d'administration sont élus, à scrutin secret, parmi les membres actifs, par l'assemblée générale, à la majorité des deux tiers des voix.

Le vote par procuration est admis. Dans ce cas, le mandataire ne peut représenter qu'un seul membre effectif absent, ceci sur présentation d'une procuration établie sous seing privée, dûment datée, signée et motivée par le mandant.

Les membres du conseil d'administration sont élus pour 4 ans. Les membres sortants sont rééligibles. A chaque échéance, le conseil d'administration ne pourra être renouvelé que partiellement à raison de 2 membres.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, le conseil d'administration pourvoit au remplacement provisoire de ses membres, par cooptation.

Ces cooptations doivent être ratifiées par la prochaine assemblée générale pour devenir définitives.

Les remplacements se terminent à l'échéance du mandat des membres qu'ils substituent.

Art. 2. Le conseil d'administration est composé:

- d'un président;
- de deux vice-présidents;
- d'un secrétaire général;
- d'un trésorier.

Le vote peut être secret.

- Le président convoque le conseil d'administration.

Le conseil d'administration, sous sa responsabilité, peut déléguer ses pouvoirs quant à la gestion des affaires de l'association au président et avec un administrateur désigné à cette fin. Il préside toutes les assemblées. En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé par un vice-président et, en cas d'absence ou de maladie des vice-présidents, par le membre le plus ancien, en cas d'ancienneté égale par le plus âgé.

- Le secrétaire général est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives de l'association. Il rédige les procès-verbaux des réunions des assemblées et du conseil d'administration et, en général, toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'association, à l'exception de celles concernant la comptabilité. Il assure l'exécution des formalités prescrites par la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratifs telle que modifiée (articles 3, 9 et 10).

- Le trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine de l'association.

Il effectue tout paiement et reçoit toute somme due à l'association, avec la signature conjointe du Président. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations effectuées par lui et rend compte au conseil d'administration. Il est chargé du recouvrement des cotisations.

Art. 3. Le conseil d'administration se réunit trimestriellement sur convocation de son président ou à la demande écrite et motivée des administrateurs.

La présence de la majorité des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

En cas de partage des suffrages, la voix du président ou de son remplaçant est prépondérante. L'association est valablement engagée par la signature conjointe du Président et d'un membre du conseil d'administration. Le Président peut engager l'association par sa seule signature pour les actes dont la valeur ne dépasse pas 500,-EUR. Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire. Ils sont établis sans blanc ni rature sur des feuilles numérotées et conservées au siège de l'association.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous actes et/ou opérations qui entrent dans l'objet de l'association et qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale.

Il planifie les activités de l'association.

Il convoque et organise les assemblées générales.

Il autorise le président et le trésorier à faire tous achats, aliénations ou locations nécessaires au fonctionnement de l'association.

Les membres du conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées. Les administrateurs peuvent être remboursés des frais exposés à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions; ces remboursements doivent faire l'objet de vérifications par le Trésorier.

Les délibérations du conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges, et aliénations d'immeubles nécessaires au but poursuivi par l'association, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années, aliénations de biens et emprunts doivent être approuvés par l'assemblée générale.

Art. 4. Le conseil d'administration peut s'adjoindre temporairement des personnes, même non membres, qu'il charge d'une mission spéciale. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative aux réunions du conseil d'administration pendant la durée de leur mandat. Le conseil peut mettre fin à leur mission à tout moment. De même, il peut inviter aux réunions du conseil d'administration toute personne qu'il jugera utile de consulter.

Art. 5. Le conseil d'administration peut former des comités et instances de travail dont pourront faire partie des administrateurs ainsi que des personnes membres actifs, membres honoraires ou non-membres de l'association.

Assemblée générale

Art. 1^{er}. Assemblée Générale Ordinaire.

1) L'assemblée générale comprend tous les membres actifs de l'association à jour de leurs cotisations. Les membres honoraires peuvent y assister sans droit de vote.

2) Elle se réunit au moins une fois par an, dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice et chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration, ou sur demande d'un cinquième au moins de ses membres.

Pour toutes les assemblées, les convocations doivent être envoyées 15 jours à l'avance (d'autres modalités peuvent être prévues: affichage, bulletin d'information, etc.) et il doit y être indiqué l'ordre du jour.

L'ordre du jour est fixé par le conseil d'administration.

Le président préside l'assemblée générale.

Le président expose la situation morale de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion dans un rapport financier qu'il soumet à l'approbation de l'assemblée générale.

L'assemblée générale entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du conseil d'administration et des commissaires aux comptes.

Toutes les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés.

Le scrutin secret est de droit si un membre le demande.

Chaque membre, possédant le droit de voter à l'assemblée générale, peut donner procuration à un autre membre de voter en son nom. Un membre actif ne pourra accepter plus de cinq procurations.

Les délibérations du conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles nécessaires au but poursuivi par l'association, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années, aliénation de biens et emprunts sont soumises à l'approbation de l'assemblée générales.

Les procès-verbaux des délibérations des assemblées sont consignés par le secrétaire général sur un registre et signé par lui et le président.

Les extraits ou copies des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés conformes et signés par le président ou par deux administrateurs.

Les actions judiciaires, tant en demande qu'en défense sont intentées ou soutenues au nom de l'association seule.

Art. 2. Assemblée Générale Extraordinaire.

1) Le conseil d'administration peut convoquer une assemblée générale extraordinaire chaque fois qu'il le jugera utile et nécessaire.

2) Le conseil d'administration, sur demande écrite et dûment motivée, doit convoquer une assemblée générale extraordinaire, si au moins un tiers des membres effectifs en font la demande.

Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale convoquée selon les mêmes modalités telle qu'énoncées.

Aucun vote par procuration n'est admis.

Les propositions de modifications des statuts ou les motifs de la convocation sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale. Lequel doit être porté à la connaissance à tous les membres de l'assemblée au moins 1 jour à l'avance.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que conformément à l'article 8 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif telle que modifiée.

Chapitre 9. - Règlement intérieur

Le conseil d'administration peut établir un règlement intérieur qui sera approuvé par l'assemblée générale.

Ce règlement éventuel définira les modalités d'exécution des présents statuts. Il peut également fixer les divers points non prévus par les statuts.

Ultérieurement le règlement intérieur pourra faire l'objet de modification que le conseil d'administration devra également soumettre à l'assemblée générale.

Le règlement intérieur s'impose à tous les membres de l'association.

Chapitre 10. - Ressources, Comptes et Budget

Art. 1^{er}. Les ressources de l'association se composent:

- des aides notamment financières qui peuvent être mises à la disposition de l'association par toute personne physique ou morale;

- du revenu de ses biens;

- des cotisations ou, inscriptions de ses membres telles que fixées par l'assemblée générale;

- des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente (réunions, spectacles, forum, concours, etc. autorisés au profit de l'association);

- de subsides;

- et toutes autres ressources autorisées par la loi.

Les libéralités faites en faveur de l'association sont régies par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle que modifiée.

Art. 2. L'association se réserve la possibilité d'effectuer toute démarche en vue de l'obtention d'un agrément d'utilité publique tel que prévu par la loi.

Art. 3. L'année sociale court du 1^{er} janvier au 31 décembre. A titre exceptionnel, le premier exercice commence le 1^{er} juillet 2013, jour de la fondation de l'association pour se terminer le 31 décembre 2013.

Art. 4. Les opérations financières de l'association sont surveillées par un commissaire aux comptes, qui est élu par l'assemblée générale à la simple majorité des voix pour une durée de 1 an, renouvelable. Il est rééligible. Ses fonctions sont bénévoles. Il présentera un rapport de certification des comptes de l'association à l'assemblée générale annuelle qui statue sur les comptes annuels

Chapitre 11. - Dissolution

L'assemblée générale peut également être convoquée, selon les modalités énoncées ci-dessus, à l'effet de se prononcer sur la dissolution de l'association.

L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association que si les deux tiers de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, il pourra être convoqué une seconde réunion qui délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents. La dissolution ne sera admise que si elle est votée à la majorité des deux tiers des membres présents.

Toute décision qui prononce la dissolution, prise par une assemblée ne réunissant pas les deux tiers des membres de l'association, est soumise à l'homologation du tribunal civil, (article 20 de la loi du 21.4.1928).

L'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés de la liquidation du passif et de l'actif de l'association.

Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, ou à tout établissement qu'elle décidera à l'exception des membres de l'association et ayant son siège au Luxembourg.

Le ou les liquidateurs sont chargés d'effectuer les formalités de déclaration et de publication prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Chapitre 12. - Compétence territoriale.

Le tribunal compétent pour toutes actions concernant l'association est celui du ressort dans lequel l'association a son siège.

Signatures.

Référence de publication: 2013129886/240.

(130157670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Pradel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 82.625.

—
Extrait de la résolution prise par le Conseil d'Administration en date du 12 août 2013

1. Le mandat de l'Administrateur-délégué étant venu à échéance, le Conseil a décidé d'élire à la fonction d'Administrateur-délégué, la personne suivante:

Monsieur Bribosia Vincent, né le 09 novembre 1960 à Liège (Belgique) et demeurant 98000 Monaco (Monaco), 4, Quai Jean Charles Rey.

Le Conseil lui délègue la totalité de la gestion journalière de la société, en vertu et dans les limites de l'autorisation qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale. Il pourra notamment créer tous chèques, virements, effets nécessaires au fonctionnement de tous comptes chèques postaux ou auprès de toute banque, de tous comptes de dépôt. Ces comptes fonctionneront à concurrence d'un montant de (15.250.-EUR) sous la seule signature de l'administrateur-délégué.

Son mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2018.

Extrait de la résolution du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, en date du 12 août 2013

1. Le siège social de la société est 2, Rue des Dahlias L-1411 Luxembourg.

2. Le mandat des Administrateurs étant venu à échéance, est appelé à la fonction d'Administrateur, les personnes suivantes:

Monsieur Bribosia Vincent, né le 09 novembre 1960 à Liège (Belgique) et demeurant à 98000 Monaco (Monaco), 4, Quai Jean Charles Rey.

Madame Dallemagne Pascaline, née le 25 mai 1955 à Liège (Belgique) et demeurant à 1030 Bruxelles (Belgique), 29, Square Vergote.

Leur mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2018.

3. Le mandat du Commissaire aux comptes étant venu à échéance, est appelée à la fonction de Commissaire aux Comptes la personne suivante:

EUROPEAN FIDUCIARY OF LUXEMBOURG S.A R.L. (EFL), ayant son siège social au 2, Rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg représentée par Monsieur Troisfontaines John, né le 16 mars 1974 à Verviers (Belgique) et demeurant professionnellement au 2, Rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg.

Son mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2018.

Pour extrait sincère et conforme

PRADEL S.A.

Référence de publication: 2013130261/35.

(130158586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

BIG, Business Impact Group, Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 180.145.

— STATUTS

L'an deux mil treize, le neuf septembre.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

- Madame Nadia DJENADI, employée, née à Alger (Algérie), le 20 janvier 1982, demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener,

Laquelle comparante, a arrêté ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Dénomination, Siège, Objet, Durée, Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts, sous la dénomination «Business Impact Group», en abrégé «BIG».

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société a pour objet d'offrir des services de conseil dans le domaine du commerce extérieur, de réaliser des études de marché, d'assister les entreprises dans leurs démarches administratives et commerciales au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, ainsi que d'importer et d'exporter tout type de bien et produit fini ou non fini, afin de les revendre à des clients, fournisseurs, détaillants, fabricants ou grossistes établis tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La société pourra également accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tout transfert de propriété immobilière ou mobilière.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe et indirecte. Elle pourra notamment participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, racheter ses propres actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La Société pourra émettre des certificats d'actions multiples.

Administration, Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Art. 7. Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président. Une réunion du conseil doit être convoquée si deux administrateurs le demandent.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donnée par lettre ou télécopieur à tous les administrateurs au moins 48 heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation de la réunion. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par câble, par télégramme ou par télécopieur de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit, par câble, par télégramme ou par télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

En cas d'urgence une décision écrite signée par l'ensemble des administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Art. 8. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration seront signés par le président de la réunion et par un autre administrateur. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 9. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Pour la première fois l'assemblée générale consécutive à la constitution de la société peut procéder à la nomination d'un ou de plusieurs administrateur(s)-délégué(s).

Art. 11. Vis-à-vis des tiers, la société sera engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs dont celle obligatoire de l'administrateur-délégué, ou par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Art. 12. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Assemblée générale des actionnaires

Art. 13. Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier vendredi du mois de mai de chaque année à 14.00 heures au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 15. Le conseil d'administration ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième du capital social le demandent.

Art. 16. Les assemblées générales seront convoquées conformément aux conditions fixées par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Chaque action donne droit à une voix.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées, à la majorité simple.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Année sociale, Répartition des Bénéfices

Art. 17. L'année sociale de la société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il sera prélevé cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Dissolution, Liquidation

Art. 19. La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Loi applicable

Art. 20. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- La première année sociale commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2014.
- La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2015.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ainsi arrêtés, la comparante, Madame Nadia DJENADI, préqualifiée, déclare souscrire toutes les cent (100) actions représentant l'intégralité du capital social.

Les actions ont été libérées à raison de 25% par des versements en numéraire de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante euros (7.750.- EUR), se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate.

La libération intégrale doit être effectuée sur première demande de la société.

Les actions resteront nominatives jusqu'à leur libération intégrale.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ 1.160,- EUR.

Décisions de l'actionnaire unique

Et à l'instant la comparante préqualifiée, représentant l'intégralité du capital social, se réunissant en lui et place de l'assemblée générale extraordinaire, a pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à 1 (un).

Est nommé administrateur:

Madame Nadia DJENADI, employée, née à Alger (Algérie), le 20 janvier 1982, demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener,

- 2) Le nombre des commissaires est fixé à 1 (un).

Est nommé commissaire aux comptes, Monsieur Ludovic LO PRESTI, expert comptable, né le 29 mai 1980 à Verviers (Belgique), demeurant professionnellement à L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener.

- 3) Le mandat de l'administrateur et du commissaire viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2019.

5) L'adresse du siège social est fixée à L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Djenadi, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41320. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 16 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129963/181.

(130158699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Star Investments Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 46.436.

Par la présente, nous vous informons que nous démissionnons de notre mandat d'Administrateur de la société STAR INVESTMENTS HOLDING S.A. avec effet au 9 septembre 2013.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

CMS Management Services S.A.

Représentée par Christelle FERRY

Représentant permanent

Référence de publication: 2013130317/13.

(130158287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Agave Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 148.755.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-second day of August.

Before Us Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of his colleague Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), who last named shall remain depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

Mr. Juan Francisco BECKMANN VIDAL, entrepreneur, born in Mexico City, Mexico, on February 9, 1940, with professional address at Guillermo Gonzalez Camarena 800-Piso 4, Col. Zedec Santa Fe, CP. 01210, Mexico, D.F., Mexico,

here represented by Mr. Max MAYER, private employee, residing professionally at Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the notary and the proxy-holder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing party, represented by Mr. Max MAYER, pre-named, declared and requested the notary to act:

That the appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) "Agave Luxco S.à r.l." (hereinafter referred to as "the Company"), having its registered office at L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur, registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg under section B number 148.755, incorporated on October 7, 2009 pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C n° 2193 of November 10, 2009 and whose articles of association have been amended for the last time by deed of the undersigned notary on May 8, 2013, published in the Memorial C n° 1789 of July 25, 2013,

and that the appearing party has taken the following resolutions:

First resolution

The corporate capital is increased to the extent of one million seven hundred and fifty thousand US Dollars (USD 1,750,000.-) in order to raise it from the amount of two hundred seventy one million six hundred fifty thousand eight hundred and seventy one US Dollars (USD 271,650,871.-) to two hundred seventy three million four hundred thousand eight hundred and seventy one US Dollars (USD 273,400,871.-) by the issue of one hundred and seventy five thousand

(175,000) new Class A shares, one hundred and seventy five thousand (175,000) new Class B shares, one hundred and seventy five thousand (175,000) new Class C shares, one hundred and seventy five thousand (175,000) new Class D shares, one hundred and seventy five thousand (175,000) new Class E shares, one hundred and seventy five thousand (175,000) new Class F shares, one hundred and seventy five thousand (175,000) new Class G shares, one hundred and seventy five thousand (175,000) new Class H shares, one hundred and seventy five thousand (175,000) new Class I shares and one hundred and seventy five thousand (175,000) new Class J shares, all with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-), each vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription and Payment

The one million seven hundred and fifty thousand (1,750,000) new shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each are subscribed by Mr. Juan Francisco BECKMANN VIDAL, pre-named, and are fully paid up by contribution in cash of one million seven hundred and fifty thousand US Dollars (USD 1,750,000.-).

The contribution in cash for a total amount of one million seven hundred and fifty thousand US Dollars (USD 1,750,000.-) has been proved to the undersigned notary by a bank certificate. This amount is now at the free disposal of the Company.

The subscriber is represented by Mr. Max MAYER, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

Second resolution

As a consequence of such increase of capital, the first paragraph of article 5 of the articles of association is amended so that it reads henceforth as follows:

“ **5.1.** The issued corporate capital is set at two hundred seventy three million four hundred thousand eight hundred and seventy one US Dollars (USD 273,400,871.-) divided into:

- twenty seven million three hundred fifty five thousand one hundred and ninety (27,355,190) Class A Shares,
- twenty seven million three hundred thirty eight thousand four hundred and nine (27,338,409) Class B shares,
- twenty seven million three hundred thirty eight thousand four hundred and nine (27,338,409) Class C shares,
- twenty seven million three hundred thirty eight thousand four hundred and nine (27,338,409) Class D shares,
- twenty seven million three hundred thirty eight thousand four hundred and nine (27,338,409) Class E shares,
- twenty seven million three hundred thirty eight thousand four hundred and nine (27,338,409) Class F shares,
- twenty seven million three hundred thirty eight thousand four hundred and nine (27,338,409) Class G shares,
- twenty seven million three hundred thirty eight thousand four hundred and nine (27,338,409) Class H shares,
- twenty seven million three hundred thirty eight thousand four hundred and nine (27,338,409) Class I shares, and
- twenty seven million three hundred thirty eight thousand four hundred and nine (27,338,409) Class J shares.

Each share has a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) and with such rights and obligations as set out in the present articles of association.”

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 2,400.-.

The capital increase is valued at EUR 1,306,220.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the attorney signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de son confrère Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier restera dépositaire de la minute.

A COMPARU:

Monsieur Juan Francisco BECKMANN VIDAL, entrepreneur, né à Mexico, Mexique, le 9 février 1940, demeurant professionnellement à Guillermo Gonzalez Camarena 800-Piso 4, Col. Zedec Santa Fe, CP. 01210, Mexico, D.F., Mexique

représenté par Monsieur Max MAYER, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le notaire et le mandataire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle partie comparante, représentée par Monsieur Max MAYER, pré-nommé, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que la partie comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée «Agave Luxco S.à r.l.» (ci-après «la Société»), ayant son siège à L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 148.755, constituée en date du 7 octobre 2009 par acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C n° 2193 du 10 novembre 2009 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentant, en date du 8 mai 2013, publié au Mémorial C n° 1789 du 25 juillet 2013,

et que la partie comparante a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le capital social est augmenté à concurrence d'un million sept cent cinquante mille US Dollars (USD 1.750.000,-) pour le porter de son montant de deux cent soixante et onze millions six cent cinquante mille huit cent soixante et onze US Dollars (USD 271.650.871,-) à deux cent soixante-treize millions quatre cent mille huit cent soixante et onze US Dollars (USD 273.400.871,-) par l'émission de cent soixante-quinze mille (175.000) nouvelles parts sociales de Classe A, cent soixante-quinze mille (175.000) nouvelles parts sociales de Classe B, cent soixante-quinze mille (175.000) nouvelles parts sociales de Classe C, cent soixante-quinze mille (175.000) nouvelles parts sociales de Classe D, cent soixante-quinze mille (175.000) nouvelles parts sociales de Classe E, cent soixante-quinze mille (175.000) nouvelles parts sociales de Classe F, cent soixante-quinze mille (175.000) nouvelles parts sociales de Classe G, cent soixante-quinze mille (175.000) nouvelles parts sociales de Classe H, cent soixante-quinze mille (175.000) nouvelles parts sociales de Classe I et cent soixante-quinze mille (175.000) nouvelles parts sociales de Classe J, toutes d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1,-), chacune ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription et Libération

Les un million sept cent cinquante mille (1.750.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1,-) chacune sont souscrites par Monsieur Juan Francisco BECKMANN VIDAL, pré-nommé, et sont intégralement libérées par l'apport en espèces d'un million sept cent cinquante mille US Dollars (USD 1.750.000,-).

L'apport en espèces d'un montant total d'un million sept cent cinquante mille US Dollars (USD 1.750.000,-) a été prouvé au notaire instrumentaire par un certificat bancaire. Ce montant est dès à présent à la libre disposition de la Société.

Le souscripteur est représenté par Monsieur Max MAYER, pré-nommé, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Deuxième résolution

Suite à l'augmentation de capital réalisée, le premier alinéa de l'article 5 des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital émis de la Société est fixé à deux cent soixante-treize millions quatre cent mille huit cent soixante et onze US Dollars (USD 273.400.871,-) divisé en:

- vingt-sept millions trois cent cinquante-cinq mille cent quatre-vingt-dix (27.355.190) parts sociales de classe A,
- vingt-sept millions trois cent trente-huit mille quatre cent neuf (27.338.409) parts sociales de classe B,
- vingt-sept millions trois cent trente-huit mille quatre cent neuf (27.338.409) parts sociales de classe C,
- vingt-sept millions trois cent trente-huit mille quatre cent neuf (27.338.409) parts sociales de classe D,
- vingt-sept millions trois cent trente-huit mille quatre cent neuf (27.338.409) parts sociales de classe E,
- vingt-sept millions trois cent trente-huit mille quatre cent neuf (27.338.409) parts sociales de classe F,
- vingt-sept millions trois cent trente-huit mille quatre cent neuf (27.338.409) parts sociales de classe G,
- vingt-sept millions trois cent trente-huit mille quatre cent neuf (27.338.409) parts sociales de classe H,
- vingt-sept millions trois cent trente-huit mille quatre cent neuf (27.338.409) parts sociales de classe I, et
- vingt-sept millions trois cent trente-huit mille quatre cent neuf (27.338.409) parts sociales de classe J.

Chaque part sociale a une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1,-) avec les droits et obligations énoncés dans les présents statuts.»

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la Société à raison des présentes sont évalués à la somme de 2.400,- EUR.

L'augmentation de capital a été évaluée à 1.306.220,- EUR.

128703

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Joseph ELVINGER.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 août 2013. Relation GRE/2013/3561. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 16 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129911/149.

(130158509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Keyle Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 54.129.

Par décision de l'assemblée générale annuelle du 02 août 2013, le mandat des Administrateurs, Monsieur Fabio MAS-TROSIMONE, Madame Elisa Paola ARMANDOLA et Monsieur François MEUNIER, tous domiciliés au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, ainsi que le mandat du Commissaire aux Comptes, AUDIT TRUST S.A., société anonyme, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg ont été renouvelés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg, le 11-09-2013.

Pour: KEYLE INVESTMENTS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille Wagner / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013130794/18.

(130159544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

Killy Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 176.200.

EXTRAIT

Par résolution écrite de l'administrateur unique en date du 30 août 2013, l'administrateur unique a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013130795/16.

(130159029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2013.

PI-TE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 102.753.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 16 septembre 2013:

«Les mandats des administrateurs et du Commissaire aux Comptes étant échus, l'Assemblée décide de nommer:

128704

- Monsieur Jeannot DIDERRICH, expert-comptable, demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, aux fonctions de Président du Conseil d'Administration et d'Administrateur;

- Monsieur Roland DE CILLIA, expert-comptable, demeurant professionnellement au 45-47 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, à la fonction d'Administrateur;

- Monsieur Frédéric NOEL, avocat, demeurant professionnellement au 1, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, à la fonction d'Administrateur;

- La société BENOY KARTHEISER MANAGEMENT S.à.r.l., inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg n° B 33849, établie au 45-47 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, à la fonction de Commissaire aux Comptes.

Leur mandat s'achèvera lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2017».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PI-TE S.A.

Référence de publication: 2013131609/20.

(130159646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Praedium Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 103.190.

Pursuant to a share purchase agreement dated 30th August 2013, five hundred and one (501) shares of the Company issued and outstanding as of the date of the agreement, have been transferred from Mr David Smith to Mr Ely Michel Ruimy born on 31st December 1964 in Casablanca (Morocco) and residing at 49 Grosvenor St, London W1K 3HP (United Kingdom).

Traduction pour les besoins de l'Enregistrement

Conformément à un contrat de transfert de parts sociales en date du 30 août 2013, cinq cent une (501) parts sociales de la Société, émises et en circulation à la date du contrat, ont été transférées par Mr David Smith à Mr Ely Michel Ruimy, né le 31 décembre 1964 à Casablanca (Maroc) et résidant à 49 Grosvenor St, Londres W1K 3HP (Grande-Bretagne).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013131615/16.

(130159781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Porte Neuve 18 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 177.103.

EXTRAIT

Suite à la cession de parts sociales en date du 10 septembre 2013 il résulte que l'actionnaire unique de la Société est:

Associé Unique	Nombre de parts sociales
----------------	-----------------------------

Nereus II SA

18 Avenue de la Porte Neuve

L-2227 Luxembourg

Numéro Immatriculation RCS Luxembourg

B.168201 120.000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2013.

Marco Sterzi

Gérant

Référence de publication: 2013131613/20.

(130159953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Rebelo's 75, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7446 Lintgen, 24, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 158.889.

En date du 21 août 2013, a eu lieu la cession de parts sociales suivante:

Madame Carla Alexandra DE QUEIROS MARTINS, née le 8 avril 1973 à Luanda Angola, demeurant à L-7446 LINTGEN, 24, rue de l'Eglise, a cédé cinquante (50) parts sociales sur les 100 parts sociales qu'elle détenait à Monsieur Saúl REBELO CARVALHO, né le 9 mars 1975 à Luxembourg, demeurant à L-7446 LINTGEN, 24, rue de l'Eglise.

Par suite de la prédite cession, la répartition des parts sociales s'établit comme suit:

Madame Carla Alexandra DE QUEIROS MARTINS	50 parts
Monsieur Saúl REBELO CARVALHO	50 parts
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013131638/18.

(130159628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Queensberry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 67.420.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 02 août 2013 que:

- Monsieur Michele CANEPA a démissionné de sa fonction d'administrateur.
- Monsieur Alfredo SERICA, né à Naples (Italie) le 21 septembre 1967 et domicilié professionnellement au 18, Via Ceresio, CH-6977 Ruvigliana a été nommé administrateur en son remplacement. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.
- Madame Valérie WESQUY a été élue Président du Conseil d'Administration.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 02 août 2013.

Référence de publication: 2013131623/16.

(130160304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Quotapart SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.635.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 6 juin 2013

- Il est pris acte de la démission de Madame Noëlle PICCIONE de son mandat d'Administrateur avec effet à ce jour.
- Monsieur Philippe STOCK, né le 10 septembre 1960 à Gosselies (Belgique), employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'Administrateur en remplacement de Madame Noëlle PICCIONE, démissionnaire. Le mandat de Monsieur Philippe STOCK viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2013. La cooptation de Monsieur Philippe STOCK sera ratifiée à la prochaine Assemblée.

Luxembourg, le 6 juin 2013.

QUOTAPART SPF S.A.

R. LEONARD / C. FRANCOIS

Administrateur / Administrateur et Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013131624/17.

(130160064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Arran Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 180.232.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the tenth day of the month of September.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BREDS Europe 1 NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 176.328,

represented by Mr Joe Zeaiter, jurist, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 10 September 2013, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Arran Investment S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Arran Investment S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at fifteen thousand Pounds Sterling (GBP15,000) represented by seven hundred fifty (750) shares with a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another.

A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only.

The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2013.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood

that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (GBP)
BREDS Europe 1 NQ S.à r.l.	750	GBP 15,000
Total	750	GBP 15,000

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 6 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 164.777,

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am zehnten Tag des Monats September.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

BREDS Europe 1 NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 176.328,

hier vertreten durch Herrn Joe Zeaiter, Jurist, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht vom 10. September 2013, welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Arran Investment S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Arran Investment S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000), eingeteilt in siebenhundertfünfzig (750) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je zwanzig Pfund Sterling (GBP 20).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig Eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder

„Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen,

Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltenes berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen 16 wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2013 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (GBP)
BREDS Europe 1 NQ S.à r.l.	750	GBP 15.000
Total	750	GBP 15.000

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.200,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 6 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 164.777.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. ZEAITER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41428. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Für gleichlautende Ausfertigung zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxembourg, den 18. September 2013.

Référence de publication: 2013131815/453.

(130160823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Lux-Work Service S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 5, rue Millbich.

R.C.S. Luxembourg B 129.326.

Liquidation (Rectificatif) du dépôt no D130097270 du 17 juin 2013

Par jugement rendu en date du 5 juin 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société:

- SA LUX-WORK SERVICE, avec siège social à L-9905 Troisvierges, 5 rue Millbich, de fait inconnue à cette adresse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Diekirch sous le n° B129326.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Claude WIRTH, juge, et liquidateur Maître Gilbert REUTER, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch.

Pour extrait conforme

Maître Gilbert REUTER

Le liquidateur

Référence de publication: 2013131800/18.

(130159841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Varesco S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 99.170.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 27 juin 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6^e chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société VARESCO S.A. (RCS B99170) dont le siège social à L-2449 Luxembourg, 8 Boulevard Royal a été dénoncé le 29 octobre 2008.

Le jugement met les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Maître Laurélia STEINMETZ

Le liquidateur

Référence de publication: 2013131802/15.

(130160130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Ginkongs Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 176.581.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 26 août 2013 que:

Le nombre d'administrateurs ayant été porté de 3 à 5, l'Actionnaire unique nomme également aux fonctions d'Administrateurs pour un mandat d'une durée de cinq ans:

- Ana FLORES, née le 29 juillet 1971 à Cáceres (Espagne), demeurant professionnellement au 38, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg;

- Michael MORRICE, né le 4 août 1944 à Almondsbury (Royaume Uni), demeurant professionnellement au 38, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.

Les mandats des Administrateurs prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

128715

Luxembourg, le 26 août 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013132011/21.

(130161068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Hog Farm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 100.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 174.002.

—
EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Monsieur Christophe Gaul, gérant de catégorie B de la société susmentionnée, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique), demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

- Madame Constance Collette, gérant de catégorie B de la société susmentionnée, née le 21 juin 1976 à Luxembourg, demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013132021/18.

(130160634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Hemera Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 156.085.

—
EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Madame Constance Collette, gérant de la société susmentionnée, née le 21 juin 1976 à Luxembourg, demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

- CG Group S.A., associé de la société susmentionnée, enregistré auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149995, a désormais son siège social à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013132019/19.

(130160468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Hog Farm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 100.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 174.002.

—
EXTRAIT

Par résolution écrite du conseil de gérance en date du 30 août 2013, le conseil de gérance a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1735 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

128716

Pour extrait sincère et conforme
Signature
Le mandataire

Référence de publication: 2013132020/17.

(130160478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Henxel International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 49.276.

—
Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire et du conseil d'administration tenus en date du 30 août 2013

1. Monsieur Philippe TOUSSAINT a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.
2. Monsieur David GIANNETTI a démissionné de son mandat d'administrateur.
3. Madame Katia CAMBON, administrateur de sociétés, née le 24 mai 1972 à Le Raincy (France), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur et présidente du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.
4. Monsieur Eric TAZZIERI, administrateur de sociétés, né à Ougré (Belgique), le 3 juillet 1976, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

Luxembourg, le 18.09.2013.

Pour extrait sincère et conforme
Pour HENXEL INTERNATIONAL S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013132029/21.

(130160398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Henxel International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 49.276.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HENXEL INTERNATIONAL S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013132028/11.

(130160385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

I.B.M.S. - International Business and Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 100.719.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale du 16 septembre 2013 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur, Master en gestion des entreprises et administration, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;
- Madame Stéphanie GRISIUS, Administrateur, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;
- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur-Président, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

L'assemblée générale du 16 septembre 2013 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 16 septembre 2013.

Pour I.B.M.S. - International Business and Management Services S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2013132035/22.

(130160716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Immopar, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 324.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 135.629.

—
RECTIFICATIF

Le présent avis rectificatif remplace la 1^{ère} version des comptes annuels au 31 décembre 2011 qui ont été déposés au registre de commerce et des sociétés le 11 juillet 2012 (L120118795).

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/09/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013132047/13.

(130160759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

IHS EMEA Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.002,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 171.902.

—
EXTRAIT

Par résolution écrite du conseil de gérance en date du 30 août 2013, le conseil de gérance a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013132044/16.

(130160639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Irik Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 179.432.

—
Veuillez noter que, suite à la décision de l'Associé unique de la Société, intervenue en date du 14 août 2013,

- M. Juan Antonio Gómez-Pintado, né le 29 Avril 1959 à Madrid, Espagne, de nationalité espagnole et résidant au N° 10, 7 D Calle Samaria, 28009 Madrid, Espagne est nommé au poste de gérant de catégorie A avec effet au 14 août 2013 et pour une durée indéterminée;

- Manacor (Luxembourg) S.A., une société anonyme ayant son siège au 46A, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés au numéro B 9098, est désignée au poste de gérant de catégorie B avec effet au 14 août 2013 et pour une durée indéterminée.

Par conséquent, à compter du 14 août 2013, le conseil de gérance de la Société est constitué de la manière suivante:

- Juan Antonio Gómez-Pintado, gérant A;

- Manacor (Luxembourg) S.A., gérant B.

Rectificatif au dépôt L130160009

Veuillez noter que l'adresse correcte de l'associé Juan Antonio Gómez-Pintado est 10, 7^oD Calle Samaria, 28009 Madrid, Espagne.

128718

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2013132039/25.

(130160843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

IHS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.004,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 171.974.

—
EXTRAIT

Par résolution écrite du conseil de gérance en date du 30 août 2013, le conseil de gérance a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013132045/16.

(130160472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Ivano S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.673.217,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 174.250.

—
EXTRAIT

Par résolution écrite du conseil de gérance en date du 30 août 2013, le conseil de gérance a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013132040/17.

(130160479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Trinderley Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 176.579.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 26 août 2013 que:

Le nombre d'administrateurs ayant été porté de 3 à 5, l'Actionnaire unique nomme également aux fonctions d'Administrateurs pour un mandat d'une durée de cinq ans:

- Ana FLORES, née le 29 juillet 1971 à Cáceres (Espagne), demeurant professionnellement au 38, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg;

- Michael MORRICE, né le 4 août 1944 à Almondsbury (Royaume Uni), demeurant professionnellement au 38, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.

Les mandats des Administrateurs prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013132332/21.

(130161066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

UMP, Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 146.515.

Extrait des décisions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de façon exceptionnelle en date du 13 juin 2013

1^{ère} Résolution:

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, de Monsieur Luc VERELST, de sa fonction d'Administrateur au sein de la Société.

L'Assemblée Générale décide de nommer, avec effet immédiat, à la fonction d'Administrateur en remplacement de l'Administrateur démissionnaire Monsieur Jan VAN LANCKER, demeurant professionnellement au 8, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg et ce, jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra en 2017.

2^{ème} Résolution:

L'Assemblée Générale constate que le mandat de Commissaire de la société A3 T S.A. vient à échéance à la présente Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale décide de nommer, avec effet immédiat, à la fonction de commissaire en remplacement du commissaire sortant la société Européenne de participations financières et industrielles (en abrégé Parfinindus S. à R.L.), ayant son siège social au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 56.469 et ce, jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132340/23.

(130160651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Valdor&K Lux S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-4761 Pétange, 27, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 160.867.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013132341/11.

(130160432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

VIVA TRANSPORT HOLDING (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 143.247.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement le 12 septembre 2013 que:

- Monsieur Roberto DE LUCA a démissionné de son mandat d'Administrateur et président.
 - Monsieur Judicaël MOUNGUENGUY, né le 24 mai 1982 à Lambarene (Gabon) employé privé, demeurant professionnellement au 26-28 Rives de Clausen à Luxembourg L-2165, a été nommé à la fonction d'administrateur et président.
- Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019.

- L'Assemblée décide de reconduire les mandats d'administrateurs de Monsieur Marc JUCQUOIS et de Madame Valérie WESQUY pour une durée de 6 ans et qui prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019 et qui aura à son ordre du jour l'approbation des comptes de l'exercice clôturé le 31 décembre 2018.

- L'Assemblée décide de reconduire le mandat du commissaire de la SARL SER.COM pour une durée de 6 ans et qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019 et qui aura à son ordre du jour l'approbation des comptes de l'exercice clôturé le 31 décembre 2018.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013132352/20.

(130160660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Xanatum Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 92.340.

M. Martin MICHAELI, Administrateur, Administrateur-délégué et Président du Conseil d'Administration de la société réside au 109, Hurdnerwäldstrasse, CH-8808 PFÄFFIKON SZ, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour XANATUM FINANCE S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2013132359/12.

(130160813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

UBP, Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 146.516.

Extrait des décisions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de façon exceptionnelle en date du 13 juin 2013

1^{ère} Résolution:

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, de Monsieur Luc VERELST, de sa fonction d'Administrateur au sein de la Société.

L'Assemblée Générale décide de nommer, avec effet immédiat, à la fonction d'Administrateur en remplacement de l'Administrateur démissionnaire Monsieur Jan VAN LANCKER, demeurant professionnellement au 8, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg et ce, jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra en 2017.

2^{ème} Résolution:

L'Assemblée Générale constate que le mandat de Commissaire de la société A3 T S.A. vient à échéance à la présente Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale décide de nommer, avec effet immédiat, à la fonction de commissaire en remplacement du commissaire sortant la société Européenne de participations financières et industrielles (en abrégé Parfinindus S. à R.L.), ayant son siège social au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 56.469 et ce, jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132336/23.

(130160705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

LANGER A.G., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 34.018.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a accepté la démission de Monsieur Yves BIEVER, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant que représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société LANGER A.G., société de gestion de patrimoine familial, société anonyme, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Pour: LANGER A.G., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013132386/19.

(130160799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Durness Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 149.893.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a accepté la démission de Monsieur Yves BIEWER, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant que représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société DURNESSE PRIVATE S.A. SPF, société anonyme, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Pour: DURNESSE PRIVATE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013132382/18.

(130160854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Consepio S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 147.184.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a accepté la démission de Monsieur Yves BIEWER, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant que représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société CONSEPIO S.A. SPF, société anonyme, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Pour: CONSEPIO S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013132380/18.

(130160842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Pecora Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 149.886.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a accepté la démission de Monsieur Yves BIEWER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant que représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société PECORA PRIVATE S.A. SPF, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 13 SEP. 2013.

Pour: PECORA PRIVATE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg
Société anonyme
Aurélie Katola / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013132393/18.

(130160851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

AFRIVEST S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 25.227.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a accepté la démission de Monsieur Yves BIEVER, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant que représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société AFRIVEST S.A., société de gestion de patrimoine familial, société anonyme, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Pour: AFRIVEST S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013132376/20.

(130160786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

AEB HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 86.760.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a accepté la démission de Monsieur Yves BIEVER, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant que représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société AEB HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial, société anonyme, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Pour: AEB HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013132375/20.

(130160828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

VF Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 79.198.

Le Bilan consolidé de la société mère VF Corporation au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2013.

VF Investments S.à r.l.

Patrick van Denzen

Gérant A

Référence de publication: 2013132347/14.

(130160726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Werkfin S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 70.141.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2013.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2013132356/12.

(130160601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Wine 1 s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 1, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 156.461.

EXTRAIT

Il résulte de la décision du Gérant Unique en date du 13 septembre 2013 que le siège social de la société a été transféré au 1, rue Bender à L-1229 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132357/12.

(130160702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

WWTE Travel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 67.557.000,00.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 141.564.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132358/10.

(130160362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

FINIMPEX S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 19.076.

Conformément aux dispositions de l'article 51 bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a accepté la démission de Monsieur Yves BIEWER, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en tant que représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société FINIMPEX S.A., société de gestion de patrimoine familial, société anonyme, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Pour: FINIMPEX S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg
Société anonyme
Cindy Szabo / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013132383/20.

(130160783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Ivages S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 180.171.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-six août;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée "UNCOS", établie et ayant son siège social à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents, immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141298,

ici dûment représentée par son gérant unique Monsieur Gilles VOGEL, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société anonyme, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial, en abrégé "SPF", à constituer comme suit:

Titre préliminaire

Dans les présents statuts la "Loi" signifie les dispositions légales de la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures telles que complétées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

Titre I^{er} . - Dénomination - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de "IVAGES S.A., SPF", (ci-après la "Société"), ayant la qualité de société de gestion de patrimoine familial au sens de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), (ci-après la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

- (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et
- (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Titre II. - Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,-EUR), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,EUR) chacune.

Les actions sont détenues par les investisseurs plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Les titres émis par une SPF ne peuvent faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeur.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Titre III. - Assemblées générales des actionnaires - Décisions de l'associé unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le deuxième vendredi du mois de mars à 16.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Titre IV. - Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres

agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Titre V. - Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

Titre VI. - Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

Titre VII. - Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Titre VIII. - Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

Titre IX. - Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2014.
- 3) Exceptionnellement, le premier président du conseil d'administration peut être nommé par une décision de l'actionnaire unique, consécutivement à l'établissement des Statuts.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société "UNCOS", prédésignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,-EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille euros.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

Et aussitôt, la partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1. Le siège social est établi à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

2. Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.

3. Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:

- Monsieur Gilles VOGEL, expert-comptable, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 31 janvier 1976, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents;

- Madame Maria MONTEIRO, chef-comptable, né à Cantanhede (Portugal), le 7 août 1973, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents;

- Monsieur Marc VOGEL, commerçant, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 14 mars 1979, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

4. La société à responsabilité limitée "CAPITAL IMMO LUXEMBOURG", établie et ayant son siège social à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 93635, est appelée aux fonctions de commissaire.

5. Faisant usage de la faculté offerte par la disposition transitoire (3), l'actionnaire unique nomme Monsieur Gilles VOGEL, préqualifié, aux fonctions de président du conseil d'administration, avec tous pouvoirs d'engager valablement la Société en toutes circonstances et sans restrictions par sa seule signature.

4. Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la partie comparante, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. VOGEL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 août 2013. LAC/2013/39717. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Référence de publication: 2013131476/236.

(130159571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Jean Claude DECAUX Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2668 Luxembourg, 2-8, rue Julien Vesque.

R.C.S. Luxembourg B 23.212.

Le siège social de la société a été transféré à L-2668 Luxembourg, 2-8 rue Julien Vesque avec effet au 30 août 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18.09.2013.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2013131480/12.

(130160191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Iris Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 45.171.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 6 juin 2013

1. L'assemblée prend acte que la dénomination de la société à responsabilité limitée DEC S.à r.l. en sa qualité de Commissaire aux comptes, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B143543 et ayant son siège social à L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg a été remplacée par la dénomination PERSKY GmbH;

2. L'assemblée prend acte du changement du siège social de la société à responsabilité limitée PERSKY GmbH (anciennement DEC S.à r.l.) du 62, avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg au 31, rue de Strasbourg à L-2561 Luxembourg;

3. L'assemblée décide de renouveler le mandat du Commissaire aux comptes pour une durée de 6 ans;

4. L'assemblée prend acte que la nouvelle adresse professionnelle de Monsieur Geert DIRKX est dorénavant au 31, rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg et non plus au 62, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg;

5. L'assemblée décide de renouveler le mandat de l'Administrateur Unique pour une période de 6 ans.

Luxembourg, le 6 juin 2013.

Certifié sincère et conforme

Geert DIRKX

Administrateur Unique

Référence de publication: 2013131473/22.

(130160189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Jukast S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 180.197.

STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the tenth of September.

Before Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Mr. Stefan JURCZYK, director of companies, born on 15 September 1978 in Szczecin (POLAND), residing at UL PEGAZA 23, PL-71-790 Szczecin (POLAND).

2. Mr. Piotr KAPCIO, director of companies, born on 23 September 1969 in Szczecin (POLAND), residing at DELFINA 13, PL-71-790 Szczecin (POLAND).

3. Mr. Krystian STYPULA, director of companies, born on 3 July 1978 in Szczecin (POLAND), residing at UL KROLOWEJ SNIEGU 14, PL-71-799 Szczecin (POLAND).

all here represented by Mr Philippe AFLALO, company's director, residing professionally in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen,

by virtue of three proxies dated on 31/07/2013.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies in which the corporation has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "JUKAST S.à r.l.".

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company's corporate capital is fixed at TWENTY THOUSAND EUROS (20,000.- EUR) represented by TWO THOUSAND (2,000) shares with a par value of TEN EUROS (10,00 EUR) each, all fully paid-up.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law and the here after pre-emption clause.

Priority Right:

1. If any of the shareholders decides to transfer all or a part of the shares in the Company ("the Transferring Shareholder"), in favor of any third party, other Shareholders of the Company are entitled to exercise the Priority right to acquire these shares ("the Priority Right").

2. In order to enable other Shareholders to exercise the Priority Right, the Transferring Shareholder shall notify other existing Shareholders in writing on his intention to transfer the shares to the third party. The Notification shall specify at least:

- a) The number of the transferred shares ("the Transferred Shares");
- b) Price of the Transferred Shares offered by the third party, or in case of other dispositions (eg. in case of donation or similar), the fair value of the Transferred Shares ("the Price"), terms and conditions of payment;
- c) Other essential terms and conditions of transfer, including date of transfer of ownership title to the Transferred Shares as well as information concerning the third party;

3. The Shareholders are entitled to exercise the Priority Right within 30 (thirty) days as from receiving the notification, abovementioned in point 2. The Priority Right shall be executed by submitting to the Transferring Shareholder the statement on the execution of the Priority Right ("the Statement on the Execution of the Priority Right"). The Priority Right shall be executed only in respect of all the Transferred Shares under the terms specified in a notification referred to in point 2 above.

4. Within 14 (fourteen) days as from the date of receipt by the Transferring Shareholder of the Statement on the Execution of the Priority Right, the Transferring Shareholder shall execute the sale agreement with the Shareholder or Shareholders who submitted the Statement on the Execution of the Priority Right. Pursuant to the provisions of the sale agreement, the Transferring Shareholder shall sale the Transferred Shares free from any legal defects and encumbrances, on the terms and conditions specified in point 2 above. If more than one other shareholder submitted the Statement on the Execution of the Priority Right, the transferring Shareholder shall transfer the Transferred Shares to all these Shareholders proportionally to their stake in the shareholding in the Company, equivalent to other Shareholder's part in Company's share capital).

5. Share purchase agreement, concluded in violation of provisions relating to the Shareholders' Priority Right shall be ineffective with respect to Company, The Transferring Shareholder and other Shareholders of the Company.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company shall be managed by one or more managers who need not be shareholders of the Corporation. If there are two or more managers, the Company is managed by a board of managers composed of category A managers and category B managers. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of a board of managers composed of two or more managers, by the joint signature of any one Manager A and any one Manager B.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by all the managers present or represented.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning at least 75% of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least 75% of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Apart from resolutions required by the Law, a resolution of the general meeting of shareholders shall be required for the following acts in law:

1. the disposition of right(s) or the undertaking of obligation(s) either concluded as one or several joint transactions, if the value of such disposition(s) or obligation(s) exceeds EUR 100.000 (one hundred thousand euro);

2. the execution of loan agreement, suretyship agreement, guarantee agreement or execution of any other kind of security, collateral or warranty having similar legal effect, if the value of such act in law exceeds EUR 100.000 (one hundred thousand euro).

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 16. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution, in compliance with the legal requirements.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first business year will begin on the date of formation of the company and will end on the 31st of December 2013.

Subscription - Payment

The Articles of incorporation of the company having thus been drawn up, the appearing parties declare to subscribe as follows:

- 1) Mr Stefan JURCZYK, prenamed, eight hundred (800) shares
- 2) Mr Piotr KAPCIO, prenamed, six hundred (600) shares.
- 3) Mr Krystian STYPULA, prenamed, six hundred (600) shares.

Total: two thousand (2,000) shares.

All the shares have been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the amount of TWENTY THOUSAND EUROS (20,000.- EUR), as was certified to the notary executing this deed, who expressly acknowledges it.

Estimate

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand two hundred euro (1,200.- EUR).

Resolutions of the Shareholders

- 1) The Company will be administered by the following managers for an unlimited period:

Class A managers:

- Mrs Marie-Laure AFLALO, company's director, born in Fès (Morocco) on 22 October 1966, with professional address at L-1118 Luxembourg, rue Aldringen 23.
- Mr Philippe AFLALO, company's director, born in Fès (Morocco) on 18 December 1970, with professional address at L-1118 Luxembourg, rue Aldringen 23.
- Mrs Joëlle MAMANE, company's director, born in Fès (Morocco), on 14 January 1951 with professional address at L-1118 Luxembourg, rue Aldringen 23.
- Mr Raphael BENAYOUN, private employee, born in Marseille (France) on 6 August 1984, with professional address at L-1118 Luxembourg, rue Aldringen 23.

Class B managers:

- Mr. Stefan JURCZYK, director of companies, born on 15 September 1978 in Szczecin (POLAND), residing at UL PEGAZA 23, PL-71-790 Szczecin (POLAND).
- Mr Piotr KAPCIO, director of companies, born on 23 September 1969 in Szczecin (POLAND), residing at DELFINA 13, PL-71-790 Szczecin (POLAND).
- Mr Krystian STYPULA, director of companies, born on 3 July 1978 in Szczecin (POLAND), residing at UL KROLOWEJ SNIEGU 14, PL-71-799 Szczecin (POLAND).

The Company shall be bound by the joint signature of any one Manager A and any one Manager B.

2) The address of the company is fixed at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix septembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Stefan JURCZYK, administrateur de sociétés, né à Szczecin (Pologne) le 15 septembre 1978, demeurant à UL PEGAZA 23, PL-71-790 SZCZECIN (Pologne).

2. Monsieur Piotr KAPCIO, administrateur de sociétés, né à Szczecin (Pologne) le 23 septembre 1969, demeurant à DELFINA 13, PL-71-790 SZCZECIN (POLOGNE).

3. Monsieur Krystian STYPULA, administrateur de sociétés, né à Szczecin (Pologne) le 3 juillet 1978, demeurant à UL KROLOWEJ SNIEGU 14, PL-71-799 SZCZECIN (Pologne),

tous les trois ici représentés par Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen,

en vertu de trois procurations sous seing privé, datées du 31/07/2013.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts").

Art. 2. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers, que la société considérera utile pour l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination «JUKAST S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à VINGT MILLE EUROS (20.000,- EUR) représenté par DEUX MILLE (2.000) parts sociales d'une valeur nominale de DIX EUROS (10,00 EUR) chacune, entièrement libérées.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi et sous respect de la clause de préemption ci-après.

Clause de préemption:

1. Si l'un des associés décide de céder tout ou une partie des parts sociales de la Société ("l'Associé cédant") en faveur d'un tiers, les autres Associés de la Société sont habilités à exercer le Droit de priorité afin d'acquérir ces parts sociales ("le Droit de priorité").

2. Afin de permettre aux autres Associés d'exercer le Droit de priorité, l'Associé cédant notifiera aux autres Associés existants par écrit son intention de céder les parts sociales au tiers. La notification spécifiera au moins:

- a) Le nombre de parts cédées ("les Parts cédées");
- b) Le prix des Parts cédées offert par le tiers ou, en cas d'autres dispositions, (ex. en cas de donation ou autre transfert similaire), la juste valeur des Parts cédées ("le Prix"), ainsi que les termes et conditions de paiement;
- c) Les autres termes et conditions essentiels de la cession, y compris la date de transfert du titre de propriété sur les Parts cédées, ainsi que les informations concernant le tiers;

3. Les Associés sont autorisés à exercer le Droit de priorité dans les 30 (trente) jours à compter de la réception de la notification mentionnée au point 2. Le Droit de priorité sera exécuté par soumission à l'Associé cédant d'une déclaration d'exécution du Droit de priorité ("la Déclaration d'exécution du Droit de priorité"). Le Droit de priorité ne sera exécuté que sur l'ensemble des Parts cédées aux conditions spécifiées dans la notification stipulée au point 2 ci-dessus.

4. Dans les 14 (quatorze) jours à compter de la date de réception par l'Associé cédant de la Déclaration d'exécution du Droit de priorité, l'Associé cédant exécutera le contrat de vente conclu avec l'Associé ou les Associés ayant soumis la Déclaration d'exécution du Droit de priorité. Conformément aux dispositions du contrat de vente, l'Associé cédant vendra les Parts cédées qui devront être libres et exemptes de charges et vices juridiques, aux termes et conditions spécifiés au point 2 ci-dessus. Si plus d'un associé a soumis la Déclaration d'exécution du Droit de priorité, l'Associé cédant cèdera les Parts cédées à tous ces Associés proportionnellement à leur part dans l'actionnariat de la Société, équivalente à la part de l'autre Associé dans le capital social de la Société.

5. Les contrats d'achat de parts sociales conclus en violation des dispositions relatives au Droit de priorité des Associés seront sans effet à l'égard de la Société, de l'Associé cédant et des autres Associés de la Société.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. S'il y a deux gérants ou plus, les gérants formeront un conseil de gérance composé de gérants de catégorie A et de gérants de catégorie B. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de conseil de gérance composé de deux membres ou plus par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées par tous les gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant au moins 75% du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins 75% du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

En plus des résolutions requises par la loi, une résolution de l'assemblée générale des associés sera requise pour les actes suivants:

1. la disposition de droit(s) ou l'engagement à des obligation(s) conclus soit en une ou plusieurs transactions conjointes, dans le cas où la valeur d'une telle aliénation ou obligation est supérieure à EUR 100.000 (cent mille euros);

2. l'exécution d'un contrat de prêt, accord de cautionnement, convention de garantie ou l'exécution de tout autre type de sécurité, nantissement ou garantie ayant un effet juridique semblable, dans le cas où la valeur d'une telle convention est supérieure à EUR 100.000 (cent mille euros).

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, sous condition que des comptes intérimaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution, en respect des conditions prévues par la loi.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

Les statuts ayant été ainsi arrêtés, les parties comparantes, précitées et représentées comme dit ci-avant, ont déclaré souscrire les parts sociales comme suit:

- Monsieur Stefan JURCZYK, précité, huit cents (800) parts sociales.
- Monsieur Piotr KAPCIO, précité, six cents (600) parts sociales.
- Monsieur Krystian STYPULA, précité, six cents (600) parts sociales.

Total: deux mille (2.000) parts sociales.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de VINGT MILLE EUROS (20.000,- EUR) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

128735

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.

Frais

Les comparants ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille deux cents euros (1.200,- EUR).

Décisions des associés

1) La Société est administrée par les gérants suivants pour une durée indéterminée:

Gérants de catégorie A:

- Mme Marie-Laure AFLALO, administrateur de sociétés, née à Fès (Maroc) le 22/10/1966, résidant professionnellement au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, né à Fès (Maroc) le 18/12/1970, résidant professionnellement au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- Madame Joëlle MAMANE, administrateur de sociétés, née à Fès (Maroc) le 14/01/1951, résidant professionnellement au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- Monsieur Raphaël BENAYOUN, employé privé, né à Marseille (France) le 06/08/1984, résidant professionnellement au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

Gérants de catégorie B

- Monsieur Stefan JURCZYK, administrateur de sociétés, né à Szczecin (Pologne) le 15 septembre 1978, demeurant à UL PEGAZA 23, PL-71-790 SZCZECIN (Pologne).
- Monsieur Piotr KAPCIO, administrateur de sociétés, né à Szczecin (Pologne) le 23 septembre 1969, demeurant à DELFINA 13, PL-71-790 SZCZECIN (POLOGNE).
- Monsieur Krystian STYPULA, administrateur de sociétés, né à Szczecin (Pologne) le 3 juillet 1978, demeurant à UL KROLOWEJ SNIEGU 14, PL-71-799 SZCZECIN (Pologne).

La Société sera engagée par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B.

2) L'adresse de la Société est fixée à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41402. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Référence de publication: 2013131484/351.

(130160305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Kiminvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 146.007.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Référence de publication: 2013131489/10.

(130160297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

IT Advanced Consulting Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 159.390.

Extrait de la décision prise par les administrateurs restants avec effet au 11 septembre 2013

M. Eric TAZZIERI, administrateur de sociétés, né à Ougrée (Belgique), le 3 juillet 1976, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de M. David GIANNETTI, administrateur démissionnaire, dont il achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2017.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 17 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour IT Advanced Consulting Holding S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013131475/17.

(130159624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2013.

GBL Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 143.104.

L'an deux mille treize, le neuf septembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

GBL Treasury Center, une société anonyme, ayant son siège social à B-1000 Bruxelles, 24, Avenue Marnix,

Ici représentée par Madame Ann OPSOMER, Administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à l'avenue Marnix 24 à 1000 Bruxelles, en vertu d'une procuration sous seing privée émise en date du 9 septembre 2013

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société à responsabilité limitée GBL Energy S.à r.l., constituée suivant acte notarié en date du 10 novembre 2008, publié au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 2894 du 4 décembre 2008, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

- Qu'elle a pris la résolution unique suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur à L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon. En conséquence, le premier alinéa de l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2. al.1.** Le siège social est établi dans la Commune de Strassen". »

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ sept cent cinquante euros (750,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. OPSOMER, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41390. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132007/36.

(130160875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.